

Les enjeux de la Décennie 2019 – 2028 proclamée par les Nations unies seront de réussir la transformation des agricultures familiales et de changer de modèles grâce à la participation des jeunes paysans et paysannes. *Défis Sud* a recueilli les opinions de Ibrahima Coulibaly.

Les priorités de la Décennie de l'agriculture familiale

Ibrahima Coulibaly : Nos gouvernements doivent financer les agricultures familiales



Illustration © Philippe de Kemmeter

Syndicaliste paysan malien, fondateur de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (Cnop), Ibrahima Coulibaly est membre du Roppa (Réseau des organisations paysannes professionnelles d'Afrique de l'Ouest). Il a été ambassadeur spécial pour l'Année internationale de l'agriculture familiale en 2014.

DÉFIS SUD : En 2014, vous étiez ambassadeur spécial pour l'Année internationale de l'agriculture familiale. Quatre ans plus tard, quel est à votre avis l'état des agricultures familiales dans le monde ?

IBRAHIMA COULIBALY : Lorsque l'Année internationale a été proclamée, nous vivions dans un contexte où les décideurs mettaient la place et le rôle des agricultures familiales en doute. Il fallait remobiliser les forces pour prouver leur pertinence. Depuis lors, les décideurs ont fait quelques promesses et déclarations de principes, et nous ont sommés de transformer nos agricultures familiales en restant assez flous sur ce que signifient ces transformations.

Comment transformer des agricultures familiales qui recouvrent des réalités différentes ? Heureusement, du côté des Nations unies, l'objectif n'est pas de défendre un agrobusiness camouflé derrière le vocable d'agriculture familiale. Nos agricultures sont

à la fois dynamiques et ancrées dans la tradition. Elles valorisent et commercialisent nos produits. Elles prouvent que les petits producteurs sont les premiers investisseurs en agriculture.



DS: L'agroécologie est de plus en plus associée aux agricultures paysannes, qu'en pensez-vous ?

IC: C'est très bien, mais il ne faudrait pas que l'agroécologie devienne un mot vide de sens, car au fond, tout le monde se déclare pour l'agroécologie même quand il ne l'applique pas, comme tout le monde se déclare pour les droits de l'homme même quand il les viole... C'est pour ça que nous préférons parler d'agroécologie paysanne. La Terre est confrontée à un certain nombre de défis environnementaux, sociaux, culturels et économiques insurmontables si l'on n'applique pas une transition agroécologique. Les paysans savent gérer l'environnement, se nourrir, sans créer des problèmes à la nature. L'agroécologie est une restauration de la vérité intelligente qui ne peut pas cadrer avec les fables promises par les multinationales à travers l'agriculture chimique et industrielle. Le Roppa a adopté une déclaration qui parle d'agroécologie paysanne. Nous voulons que les producteurs de l'agriculture familiale génèrent leurs propres intrants et ne soient pas à 100 % dépendants des intrants externes et des pesticides.



DS: D'autres combats importants pour les agricultures familiales peuvent aujourd'hui être instrumentalisés au risque d'en faire des slogans suivis de très peu d'action. Je pense aux combats pour les jeunes et pour l'égalité des femmes.

IC: L'instrumentalisation existera toujours. Face à cela, nous devons montrer notre différence. Nous avons toujours dit que le problème majeur du secteur agricole ou rural en Afrique et dans beaucoup de pays pauvres est le sous-investissement. Entre autres, on n'investit pas suffisamment dans les dynamiques menées par les jeunes et les femmes. Les jeunes sont en train de nous quitter et certains prennent même les armes contre leur propre pays. Les politiques que l'on met en place pour les soutenir sont à côté

de la plaque. En tant qu'organisations paysannes, nous avons créé des dynamismes, nous avons pris des initiatives. Nous soutenons les jeunes dans leur installation sur des filières économiques. Nous le faisons pour montrer que quand ils ont des revenus, ils ne partent pas et ne prennent pas les armes.



DS: Plus que jamais, notre époque exige de tout quantifier et de tout traduire en résultats chiffrables à court terme. Comment les agriculteurs familiaux doivent-ils réagir face à ces exigences ?

IC: Est-ce que les agriculteurs familiaux doivent être les seuls à prouver qu'ils sont efficaces à court terme ? Et si on demandait à l'agro-industrie de rendre des comptes chiffrés ? Que conclurait-on ? Elle a produit plus, toujours plus, mais de plus en plus de personnes ont eu faim et ont été dépossédées de leur terres. On ne peut pas demander seulement aux petits producteurs et à l'agroécologie de faire leurs preuves. Il ne suffit pas de dire que l'on fait du tonnage. Il s'agit de se demander si les gens mangent une nourriture saine et sans pesticides. Ces questions sanitaires sont extrêmement importantes.



DS: Quelles devraient être les priorités de la Décennie de l'agriculture familiale ?

IC: Il faut continuer à argumenter, à faire des travaux de recherche, pour montrer la pertinence des agricultures familiales. Nos gouvernements doivent prendre leurs responsabilités et investir de l'argent public dans la paysannerie. Et les produits de l'agriculture familiale doivent être vendus à des prix équitables sur nos marchés. Ce sont nos paysans qui représentent le secteur privé. Je n'ai jamais rencontré un paysan qui a fait vœu de pauvreté. Pourquoi irait-on chercher d'autres acteurs soi-disant « du privé » à qui on donne de l'argent pour accomplir le travail que des paysans peuvent faire ? Les discours à propos des partenariats publics-privés avec les multinationales sont une escroquerie. III

Propos recueillis par Pierre Coopman